

ICI.. EN FACE.. DU JOURNAL ET AILLEURS..

Nouveaux journaux Socialistes

Nous sommes heureux d'annoncer la naissance de trois nouvelles feuilles socialistes clandestines :

Le Populaire du Midi diffusé dans la région toulousaine.
Le Populaire du Sud Est diffusé dans la région marseillaise.
Le Populaire du Centre diffusé dans la région limousine

Cette richesse de publications montre l'importance sans cesse accrue de notre organisation.

Nous donnerons d'ailleurs prochainement le bilan des résultats acquis. On sera stupéfait des chiffres que nous fournirons.

Le père mettait sa blouse

Le fils retourne sa veste

Il fut un temps, nos jeunes militants confondaient deux hommes barbus, deux députés qui, tous deux fils de militants, représentaient le même département.

Mais quelle erreur ils commettaient !
L'un — c'était notre cher Marx Dormoy — est tombé il y a deux ans sous les coups de la Cagoule qu'il avait démasquée.

L'autre — M. Isidore Thivrier — après avoir eu un moment de lucidité et un sursaut de courage le 10 Juillet 1940 qui a voté contre les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, a complètement oublié et cette lucidité et cet acte de courage pour devenir membre du Conseil National — Assemblée conçue d'abord pour devenir le rempart du gouvernement du Maréchal et le refuge des Béné-oui-oui.

Le 1^{er} Mai 1941, Isidore Thivrier recevait — au mépris des traditions démocratiques et socialistes de cette ville prolétarienne — le Maréchal Pétain, dans la Mairie de Commeny.

Mais il a voulu — homme aimable et courtois — caresser la chèvre populaire pendant qu'il arrosait le chou pétainiste : il ménageait l'avenir.

Il a été victime — c'est bien justice — de ce souci « centriste » ; limogé aujourd'hui, de la Mairie qu'il administrait depuis de longues années, ce mouton maréchalique deviendrait maintenant enragé et voudrait rattrapper le temps perdu.

Mais les amis de l'Allier n'entendent pas administrer ainsi un pardon qu'Isidore n'a pas mérité. Examinant dans un esprit de stricte justice le cas de l'ex-maire de Commeny, les camarades qui depuis deux ans risquent leur pain et leur liberté, n'acceptent pas ce revirement tardif et sont bien décidés à ne pas le laisser admettre dans les rangs des résistants, à condamner sans détour ce collaborateur de Vichy, cet attentiste d'un nouveau genre qui devra attendre... des sanctions. L'une des premières doit être pour l'ex-socialiste, le sentiment que les camarades et amis sont convaincus que le fils ne vaut pas le père, le « député à la blouse » et que ce rameau d'un vigoureux arbre prolétarien est, dès à présent, dégénéré et desséché !

Où la Révolution

va-t-elle se nicher ?

Il y a bien longtemps que les lecteurs du *Populaire* n'ont entendu parler de l'Effort. Ce n'est pas un journal clandestin, c'est seulement un journal confidentiel, bien que certaines de ses rubriques — les plus inattendues d'ailleurs — soient parfois humoristiques.

A signaler celle (rubrique) des sports du 17 Juin.

Le rédacteur sportif de ce « quotidien socialiste de la rénovation nationale » néophyte socialiste dont onques militant n'ouït jamais parler, jaloux des lauriers des chartistes du travail, signale gravement — en petites lettres — « que le commissariat aux sports donne une nouvelle charte au football français » et en grandes capitales que « le Colonel Pascot prend place à l'avant-garde des Révolutionnaires. »

Que pensez-vous de cette confusion des genres, mânes des proscrits de 51, héros de la Commune, socialistes couchés sur les pavés de Vienne, et vous Babœuf, Proudhon, Vaillant, Jules Guesde ?

Aggravation de la misère alimentaire

Les conditions du ravitaillement, dans la plupart des grands Centres de la Région Sud, ne cessent de s'aggraver.

À Marseille, les distributions de vian-

de sont de plus en plus rares. Les troupes d'occupation ont réquisitionné le reste de pommes de terre disponible.

À Cahors, Auch, Agen, la situation est quasi catastrophique.

À Albi, 11 tonnes d'aliments au lieu de 34 sont arrivées au cours de la dernière semaine de Mai.

À Nîmes, 111 tonnes au lieu de 179.

À Toulon, 267 au lieu de 321.

À Narbonne, 28 au lieu de 34, etc, etc. La colère gronde.

La France est républicaine !

D'un manifeste de notre confrère *Combat* du 21 Janvier 1943. nous extrayons ce qui suit :

« La France est républicaine. Elle reste républicaine. Elle est plus ardemment républicaine que jamais.

« Et la France sait pourquoi elle est républicaine.

« Parce que la République c'est la Liberté et qu'elle vit dans les chaînes.

« Parce que la République, c'est la Justice et qu'elle est abreuvée d'injustices.

« Parce que la République c'est la fraternité chrétienne et que l'épreuve commune prouve aux Français qu'ils sont frères.

« Parce que la République, c'est la Nation fière et maîtresse de son destin.

« Parce que la République, c'est le cri vengeur : « Mort aux traîtres ».

« Parce que la République, c'est la sublime devise : « La Liberté ou la Mort ! »

De la Milice Française... à la prison

Les Chefs de la Milice Française de Lyon ont tenu une réunion. Deux de leurs membres les plus éminents s'étaient fait excuser. Il s'agit de VACHOUX, demeurant 29, rue de la Charité, et de SAVOILLAN, demeurant 6, rue Duhamel. Ils étaient, en effet, indisponibles, ayant été arrêtés le 19 Juin, pour trafic d'or.

Déat, gaulliste !

Le 6 Mai 1940, on pouvait lire dans la presse parisienne, cette profession de foi anglo-gaulliste :

« Nos amis anglais augmentent régulièrement leurs envois de renforts en France. Nous disposons de troupes indigènes, qui vont également croissant. Enfin, et surtout, de l'aveu des compétences les moins discutées, l'armement moderne compte plus que les effectifs. Qu'on relise là-dessus les écrits excellents du colonel de Gaulle, ou simplement ceux de l'actif Président du Conseil. » (Paul Reynaud)

C'était signé... Marcel Déat !!!

Gerbes de (choux) fleurs

Des ménagères vichysoises (il n'y a pas que l'Hôtel du Parc et ses succédanés, là-bas), se sont présentées au domicile du « Chef aux yeux clairs », pour lui présenter — en groupe, s'il vous plaît — les choux-fleurs pourris, seule nourriture qu'elles avaient pu trouver au marché ce jour-là.

Que des petites filles lui apportent des gerbes de fleurs, d'accord, mais que de grandes filles lui f... des trognons à la tête, impossible. Le « grand soldat » se refuse à recevoir la délégation.

Provisions

Pourquoi manque-t-on de tout à Vichy ? Parce que, en prévision d'événements intérieurs et extérieurs possibles, ces messieurs se préparent à soutenir un siège. Ils font des provisions en quantités industrielles. Ils ont tort. Leurs prochains repas seront : eau chaude, 2 fois par jour, 200 grammes de pain, l'actuel menu des prisons et des camps de concentration.

NOS MORTS

A la trop longue liste de notre martyrologe, il nous faut aujourd'hui ajouter le nom de notre camarade SIMON, de la 10^e Section Socialiste de Paris.

Accusé d'avoir caché chez lui des pilotes anglais, notre camarade, après onze mois d'effroyable incertitude et de tortures morales et physiques dans les geôles françaises de Hitler, a été fusillé.

Nous nous inclinons bien bas devant cette nouvelle victime socialiste de la répression barbare et moyennageuse des hordes nazies.

PÉTAÏN

candidat du traître de Stuttgart

Notre confrère *Franc-Tireur* vient de publier deux documents saisissants.

Le premier, c'est le fac-similé de la première page du journal *Le Grand Occident*, d'avril 1939. Il s'agit d'un de ces torchons nazis « anti-judéo-maçonique », que l'argent de Goebbels faisait éclore en si grand nombre dans les derniers temps de l'avant-guerre. Un journal « franciste », dont la manchette se timbraït d'un insigne qui a, depuis, fait son chemin dans la propagande : une francisque à double tranchant.

Tiens, tiens...

Que dit cette feuille ? Elle étale en énorme caractère un titre qui, lui aussi, annonce curieusement l'avenir :

C'est Pétain qu'il nous faut !

Suit un article réclamant Pétain au pouvoir. Il est signé du rédacteur en chef, Lucien Pemjean.

Retenez bien ce nom.

On le trouve en effet dans le deuxième document, qui est tout bonnement une page de l'*Annuaire de la Presse*, ouvert à la page des « P ». Nous y voyons non sans émotion l'annonce de l'ancien *Populaire*. Et, à quelques lignes de distance, celle de l'*Agence PRIMA* : Directeur FERDONNET, Rédacteur en chef LUCIEN PEMJEAN.

Parfaitement. C'est le même.

C'est le bras droit de Ferdonnet qui, plus de quatre mois avant la guerre, plus de quatorze mois avant l'armistice, faisait sous le signe de la francisque campagne pour Pétain, contre la République.

Nous ne croyons pas aux prophéties, ni aux coïncidences.

Dans un journal payé par Hitler, un traître payé par Hitler, travaillait déjà pour mettre au pouvoir chez nous l'homme qui y est arrivé l'année suivante, grâce à la victoire de Hitler.

C'est clair.

Bazaine, lui, au moins, n'avait pas prémédité son coup.

Et jamais il n'osa se dire le sauveur de la Patrie !

I. — LE PROBLÈME ALLEMAND

Nous nous réservons de publier ici une série de commentaires sur le programme que nous avons proposé comme Direction Commune au Conseil National de la Résistance Française et que *Le Populaire* a publié dans son dernier numéro.

Nous commençons aujourd'hui par ce que l'on est convenu d'appeler « *Le Problème Allemand* ». Il suffit en effet de l'évoquer si l'on veut vraiment toucher du doigt la fragilité et la précarité de toute paix qui ne reposerait pas sur une forte construction internationale.

Hitler sera vaincu. Au lendemain de sa disparition qu'est-ce que les vainqueurs feront de l'Allemagne ? Ils se trouveront vis-à-vis d'une contradiction qui, sur le plan de l'Europe actuelle, c'est-à-dire sur le plan des souverainetés nationales absolues, ne comporterait aucune conciliation intelligible.

D'une part, un sentiment universel, envenimé, hélas, par la haine et le besoin de vengeance qu'Hitler a propagé dans l'univers entier, exige que l'Allemagne soit mise hors d'état, et cette fois définitivement, de recommencer l'atroce aventure. On se refusera à distinguer entre le tyran qui aura fanatisé son peuple et le peuple qui aura impitoyablement servi son tyran. On protestera que la paix n'est qu'une mensongère et meurtrière simagrée si le monde n'est pas irrémédiablement protégé contre tout accès futur de la « barbarie germanique ». Tout cela sera naturel et juste.

Or, sur le terrain connu de l'histoire, sur le plan des souverainetés nationales, à quoi cette exigence naturelle et juste pourra-t-elle conduire si ce n'est à un système de morcellements, de démembrements, d'annexions, d'interdictions, de tributs ? On réclamera, sans nul doute, l'imposition de ce système et ceux qui crieront le plus fort seront certains des « Kollaborateurs » d'aujourd'hui.

Mais, d'autre part, si les hommes à qui incombera la charge de la paix conservent le courage de réfléchir et de se souvenir, comment n'auraient-ils pas les yeux fixés sur les perspectives d'avenir qu'ouvrirait devant le monde un statut fondé sur l'usage et sur l'abus de la force. On n'éteint pas la haine par la haine ni la violence par la violence. On ne met pas à néant un peuple, une langue, une tradition, une légende. L'abus de la force crée la volonté de revanche ; le

temps ne l'éteint pas ; les hasards de l'histoire lui offrent tôt ou tard des occasions inattendues.

Si dures que soient les conditions imposées à l'Allemagne hitlérienne, elles ne pourraient guère être plus brutales que celles qui furent imposées à la Prusse au lendemain d'Iéna. Qui eut prévu qu'après de tels désastres et de telles mutilations, la Prusse retrouverait si rapidement sa force ? Leipzig n'est pourtant que quelques années après Iéna et peu de décades séparant Tilsitt de Sedan.

Pour résoudre la contradiction, pour obtenir l'inocuité allemande dans un statut paisible et sûr de l'Europe, il n'existe donc qu'un seul procédé : l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, la discipliner, et, s'il le fallait, la maîtriser.

Si l'application de la force devenait nécessaire pour obliger l'Allemagne à cette incorporation, elle serait alors légitime et salutaire car elle serait au service de la Justice et de la Paix.

Aiors le temps et l'habitude seraient dans le sens de l'adaptation et de la coordination, par conséquent de l'apaisement et de la réconciliation.

LE COMLOT PETAIN

date de 1934

Notre consœur Libération a publié, il y a quelques temps, l'article suivant auquel nous ne changeons la moindre ligne :

C'est au lendemain du 6 Février 34, comme ministre de la guerre du cabinet Doumergue, que Pétain, ayant Pierre Laval comme collègue, prit goût à la politique. A tel point que, lors d'un conseil matinal, constataant le retard de certains ministres, il déclara sans qu'on lui ait rien demandé : « Tout compte fait on peut se passer d'eux. Je prendrais volontiers l'Intérieur avec la Guerre et je m'occuperais de certains communistes ». (*Griegoire*, 23 mai 1940). Mais c'est après la chute du cabinet Laval, en 36, qu'une campagne fut déclanchée pour imposer un ministère Pétain. Avant les élections, de la Rocque, Taittinger et Gustave Hervé dirigèrent l'opération et une brochure parut intitulée : « *C'est Pétain qu'il nous faut !* ». En voici des extraits :

« La seule révision efficace, la seule réforme de l'Etat, c'est celle qui nous débarrassera du régime parlementaire. C'est pour une révision profonde comme celle-ci qu'il faut déranger le Maréchal ». (p. 17).

« 1^{re} étape. — Toutes les organisations patriotiques, tous les groupements d'anciens combattants ou du moins l'U. N. C., nos magnifiques Croix de Feu, l'Union des Officiers de Réserve, accla-

ment comme chef de demain le Maréchal Pétain ».

« 2^e étape. — Le Maréchal choisit le Comité Central qui doit organiser la propagande d'ici aux élections de Mai 36 ».

« 3^e étape. — Devant la force du courant, les grands journaux annoncent la nouvelle à toute la France et les gens riches apportent les fonds nécessaires à ce mouvement ».

« 4^e étape. — Les députés patriotes qui veulent adhérer au mouvement à condition d'accepter le commandement unique du Maréchal, sont sollicités d'être les candidats uniques du Maréchal, dans leurs circonscriptions, étant entendu que le Maréchal désignera un candidat nouveau pour les circonscriptions dont les députés seront réfractaires ».

Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, on prescrit : « Les pleins pouvoirs à Pétain et à son équipe ! Contre la crise extérieure et intérieure, un seul remède : PETAIN ! ».

« Attention ! Il ne s'agit pas d'un Ministère PETAIN ligoté par un Parlement. Il s'agit d'une dictature de Salut Public, confiée à Pétain, PETAIN seul, à charge pour lui de choisir son équipe et de proposer une nouvelle organisation à base corporative où l'autorité du chef de l'Etat soit organisée de façon qu'on sente passer ». (p. 80).

« Les causes militaires de notre défaite »

On trouvera ci-dessous quelques extraits du livre du Colonel Alerme. Quoique étant l'œuvre d'un partisan, nos amis le liront avec intérêt. Nous publierons dans notre prochain numéro d'autres extraits démontrant d'une façon encore plus précise l'imprévoyance criminelle du Haut Commandement Militaire Français.

par le Colonel
ALERME

Nous avions du Matériel

« Or, à l'automne de 1939, ces moyens, notre armée les possédait toujours, perfectionnés, modernisés pour une grande partie, multipliés aussi. Les corps de troupe, les arsenaux, les magasins et les dépôts disposaient d'un armement dont le prix s'élevait à plus de quatre cents milliards de nos francs actuels ». (page 14).

« En tous cas, interrogé, le 23 Août 1939, par le Gouvernement soucieux de dégager sa responsabilité devant l'Histoire, il a déclaré nos armées prêtes à entrer en campagne. Ni le chef de nos forces terrestres, ni celui de nos forces navales, ni même celui de nos forces aériennes n'a fait de réserves.

« Il serait faux de croire qu'il ait misé sur un concours sérieux des troupes anglaises. Il n'a compté que sur nos soldats. S'il savait trop peu de choses sur l'armée allemande, il n'ignorait rien des insuffisances britanniques. Il en jugeait à son habitude, d'après l'expé-

rience de la guerre mondiale, cette expérience que nous retrouverons à la base de toutes ses déterminations.

« Il n'attendait la venue sur le continent des troupes alliées en forces très importantes qu'à lointaine échéance ». (Pages 20, 21).

Avec des « Ceillères »

« Les troupes allemandes venaient de faire la démonstration de leur remarquable aptitude à une guerre de mouvement et de manœuvres que l'on croyait désormais à peu près impraticable.

« Le bon sens eut voulu que nous nous missions immédiatement au travail pour reviser nos idées et adapter nos armées aux conditions nouvelles de la technique. Nous ne fimes rien d'autre que de multiplier les unités de nouvelle formation sur les bases déjà périmées de nos tableaux d'effectifs, d'équipement et d'armement. Le fétichisme du nombre continuait de nous masquer des réalités vivantes terriblement dangereuses ». (Pages 26, 27).

» En somme, la guerre d'agression l'ayant pris au dépourvu, notre Commandement en était réduit à se flatter d'être assez maître de ses nerfs pour attendre la « faute » allemande qui ouvrirait le chemin de la victoire ». (Page 28).

« Nos troupes n'ont manqué ni d'armes portatives, ni d'armes automatiques, ni de munitions de tous calibres, ni même de moyens de transport, bien que ceux-ci ne fussent pas tous des plus modernes ».

« Notre artillerie de campagne était excellente, notre artillerie lourde très puissante, supérieure en nombre, et peut-être même en qualité à celle de l'ennemi ».

« Nous avons été battus parce que notre organisation militaire reposait sur une conception de la guerre et de ses moyens d'action dont les événements ont prouvé qu'elle était fausse ». (page 43)

« L'esprit de particularisme et de routine l'ont emporté sur le bon sens » (page 56)